Les représentants patronaux et syndicaux appellent les élus à rétablir rapidement la stabilité et la sérénité

Publié le 17 décembre 2024

A l'attention de nos élus et responsables politiques : l'instabilité dans laquelle a basculé notre pays fait peser sur nous le risque d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques.

D'ores et déjà en France, des projets d'investissements sont gelés, les intentions d'embauches sont révisées, les défaillances d'entreprises de toutes tailles se multiplient au point d'atteindre un niveau inconnu depuis longtemps.

Derrière ces remontées en temps réel de nos capteurs de terrain sur tout le territoire – dont toutes nos organisations disposent massivement – c'est l'économie réelle, l'avenir des entreprises et le quotidien des salariés qui sont en jeu. Les conséquences d'une instabilité prolongée, pour notre société, sa cohésion, les femmes et les hommes qui la composent, en seraient graves.

Dans le respect du fonctionnement de nos institutions et des choix des élus de la Nation, il est de notre devoir de vous alerter sur les risques réels qu'une telle instabilité génère.

Comme vous, les acteurs sociaux que nous sommes – représentants des organisations syndicales et patronales - sommes profondément attachés à la démocratie et à la démocratie sociale. Nous sommes déterminés à participer pleinement aux transformations de notre société, confrontés à une situation budgétaire et à des mutations sans précédent, qu'elles soient technologiques, géostratégiques, démographiques ou climatiques.

C'est pourquoi nous appelons, au nom de la confiance que les millions de salariés et chefs d'entreprise que nous représentons placent en nous et de l'esprit de responsabilité qui nous guide, à retrouver au plus vite le chemin de la stabilité, de la visibilité et de la sérénité. La voie du paritarisme qui passe par le dialogue, la négociation collective et la construction de compromis, est en capacité d'apporter des réponses concrètes. Nos organisations en ont fait encore récemment la démonstration.

Il en va de notre capacité à être porteurs de progrès et de justice sociale, de performance économique et sociale et de respect de l'environnement.
Les interlocuteurs sociaux seront comme toujours au rendez-vous du dialogue et de la responsabilité.

François Asselin, président de la CPME
Cyril Chabanier, président de la CFTC
François Hommeril, président de la Confédération française de l'Encadrement – CFE-CGC
Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT
Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France
Michel Picon, président de l'U2P
Fréderic Souillot, secrétaire général de Force Ouvrière